

JOURNÉE NATIONALE de la vérité et de la réconciliation

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, soulignée le 30 septembre, deviendra un jour férié. Les lieux de travail visés par la réglementation fédérale, comme Postes Canada, seront fermés, pour souligner l'héritage tragique des pensionnats autochtones au pays. Cette date coïncide avec la Journée du chandail orange, célébrée depuis 2013, et qui se distingue par le port d'un chandail orange pour rendre hommage aux enfants autochtones arrachés à leur famille et forcés de fréquenter un pensionnat.

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation a été décrétée dans la foulée de la découverte, depuis mai dernier, des restes de plus de 1 300 enfants autochtones dans des fosses communes d'anciens pensionnats. Il s'agit d'une situation terrible, et nous savons qu'il y a encore beaucoup de dépouilles qui n'ont pas été retrouvées.

La Commission de vérité et réconciliation, mise sur pied en 2008 pour documenter les conséquences des pensionnats sur les Autochtones, a rendu public un rapport en 2015, où elle formule 94 appels à l'action. Dans l'un de ces appels, elle a demandé au gouvernement fédéral d'instaurer un jour férié pour rendre hommage aux survivants des pensionnats autochtones, à leur famille et à leurs proches, et pour veiller à ce que cette commémoration publique de l'histoire et de l'héritage des pensionnats autochtones demeure un élément vital de la réconciliation.

Bon nombre parmi nous connaissent le terme « réconciliation », mais il peut subsister une certaine confusion sur sa signification, et à qui incombe la responsabilité de cette réconciliation. On craint que la réconciliation ne devienne un terme à la mode, une tendance, ou une case à cocher pour les hommes et les femmes politiques durant les campagnes électorales. La réconciliation est un processus complexe comprenant de multiples facettes.

Tout d'abord, l'histoire des peuples autochtones doit être enseignée à tout le monde. Il faut également parler de sécurité alimentaire, d'eau potable, de droits humains fondamentaux pour les populations autochtones vivant dans les réserves. Il s'agit de la reconnaissance de la douleur et de la souffrance intergénérationnelles causées par les pensionnats. Il s'agit de mettre en œuvre **l'ensemble** des 94 recommandations formulées dans le rapport de la Commission, et encore bien davantage.

.../2

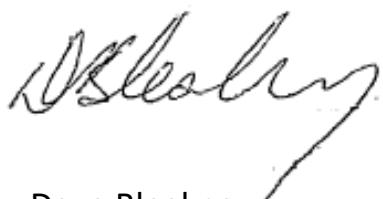


L'héritage des pensionnats autochtones et du colonialisme continue d'avoir des conséquences négatives sur les collectivités autochtones. Les enfants autochtones sont surreprésentés dans les familles d'accueil, tandis que les adultes autochtones le sont dans les prisons. La population autochtone subit un taux d'enlèvement et d'assassinat de femmes et de jeunes filles que la population non autochtone ne tolérerait pas pour les siens. Les droits visant la terre et l'eau leur ont été retirés, et la liste ne cesse de s'allonger.

Vous vous demandez peut-être dans quelle mesure un jour de congé pour les travailleuses et travailleurs visés par la réglementation fédérale peut rendre hommage aux survivants des pensionnats autochtones. Il n'en tient qu'à vous d'en tirer le meilleur parti. Le STTP vous encourage à profiter de cette journée pour vous renseigner sur ces enjeux, participer à une activité sur le thème de la réconciliation organisée dans votre région ou participer à une activité virtuelle, lire le rapport de la Commission de vérité et réconciliation, discuter avec des aînés autochtones et les écouter. Et ne limitez pas votre apprentissage à cette seule journée.

La réconciliation exige plus qu'une journée nationale. Les peuples autochtones continuent de souffrir des pratiques coloniales, qui ont toujours cours. En solidarité avec eux, il est de notre devoir de nous efforcer de démanteler les pratiques coloniales et d'aider à réparer les dommages qu'elles ont causés. Notre tâche consiste à en apprendre davantage sur les injustices du colonialisme et à prendre au sérieux les 94 appels à l'action formulées dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation.

Solidarité,



Dave Bleakney
2^e vice-président national

2019-2023 Bulletin n° 299

DB/bt sepb 225
/map scfp 1979

